

restreindre l'initiative des travailleurs. Aurait-on pu incorporer les syndicats à l'Etat, brimer dans le parti l'opposition ouvrière qui exprimait précisément, au sein du parti, le mécontentement des ouvriers contre les mesures auxquelles le parti était acculé pour maintenir le pouvoir? Evidemment non. Par la jonction entre les deux révolutions, les ouvriers russes se seraient sentis plus forts et auraient trouvé la force de rejeter la tutelle du parti communiste, tutelle qui exprimait les conditions indispensables du maintien au pouvoir des bolcheviques, mais qui révélait en même temps l'immaturité des conditions russes pour la révolution prolétarienne.

De même, on peut regretter que le parti communiste ait fait des syndicats des simples rouages de l'Etat, que le parti se soit identifié avec l'Etat. Mais à quoi servent ces regrets? La question qui nous occupent, à nous, c'est de savoir si une autre révolution était possible. On s'étonne ici de voir « Bilan » défendre la non-identification des organisations ouvrières avec l'Etat dans le régime de transition du capitalisme au communisme. Cette identification est cependant la caractéristique de la période de transition. Dans une telle période, il ne peut y avoir deux organes du pouvoir: l'Etat, d'une part, les organisations ouvrières d'autre part. Lorsqu'ils subsistent, néanmoins, en tant que pôles d'attraction du pouvoir, comme « Bilan » le souhaite, c'est qu'il y a contradiction entre les deux. L'Etat ne peut jamais être que l'instrument de domination d'une classe. Donc, si une classe en arrive à souhaiter que ses organisations ne s'identifient pas avec l'Etat, pour mieux lutter contre lui — car il ne peut y avoir d'autre motif — c'est que l'Etat a cessé d'être l'instrument de domination de la classe ouvrière, c'est qu'il est un corps qui lui est étranger. C'est précisément le cas en U.R.S.S. L'Etat est étranger à la classe ouvrière. Les syndicats ne sont pas libres, mais sont des créations de l'Etat, donc de la classe dominante, mais, fussent-ils libres, cela ne ferait que confirmer la séparation qui existe entre la classe ouvrière et l'Etat tout comme dans les pays capitalistes l'existence de syndicats n'infirmait nullement la domination de la bourgeoisie mais, au contraire, ne fait que la confirmer. Là où la classe

ouvrière a besoin d'organisations quelles qu'elles soient — syndicats, partis, soviets, conseils, etc. — pour contrôler ou commander l'Etat, on peut dire que, là, l'Etat ne se trouve plus entre les mains des travailleurs. Là non plus, donc, on ne peut parler d'un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme.

Les conseils que veut bien nous prodiguer « Bilan » quant à la nécessité de confier la direction de la révolution d'un pays au prolétariat mondial et de faire jouer une certaine démocratie (tiens, voilà quand même « Bilan » accorder quelque importance au principe démocratique!) dans les organisations, ils valent autant que leurs autres regrets. S'il s'était agi d'une révolution prolétarienne, la révolution russe ne se serait pas tournée contre la révolution mondiale. Aucun décret ne peut nous prémunir, dans l'avenir, contre le retour d'une pareille éventualité.

Quant à la liberté de former des fractions dans les syndicats, elle restera une liberté dont aucun prolétaire ne voudra se servir si elle ne se complète pas par la liberté de presse, de réunion et, tranchons le mot, par la liberté de créer un autre parti. Dans ce domaine encore, nous ne pouvons que donner raison à Luxembourg: « La liberté, c'est toujours la liberté de ceux qui pensent autrement ».

Non, au lieu de s'épuiser les méninges à donner des conseils pour l'avenir et des remèdes infailibles et de « refaire » l'histoire, nous devons nous en remettre à l'école des événements, reconnaître ce qui est. La révolution bolchevique a été faite par le prolétariat, mais n'a pas été une révolution prolétarienne. La dictature du parti communiste qui nous est présentée comme la forme spécifique de la dictature du prolétariat, n'était pas une dictature du prolétariat; elle n'exprimait nullement l'état de transition entre le capitalisme et le socialisme, mais cette dictature communiste a été et est encore l'expression de la contradiction, en U. R. S. S., entre l'impossibilité de maintenir plus longtemps le régime de production capitaliste et l'incapacité du prolétariat de réaliser le socialisme. La question n'est pas ici de savoir si on sous-estime, oui ou non, la nécessité d'un parti révolutionnaire. Nous continuons à croire que cette organisation est néces-

saire, à condition qu'elle se borne à jouer le rôle que lui assignait Luxembourg et qui est aussi celui que lui assignait le Manifeste Communiste: « Les communistes représentent, en face des groupes d'intérêts divers de prolétaires, les intérêts communs à tout le prolétariat et à tous les degrés de développement de la lutte de classe, l'intérêt du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire le but final, l'émancipation du prolétariat ». Que les communistes s'organisent à part en vue de faire pénétrer leurs idées dans le prolétariat s'entend, mais qu'ils se substituent à la classe ouvrière, c'est là une anomalie. Lorsqu'elle se produit, lorsque cette substitution prend la forme, comme en Russie, d'un monopole de la vie publique réservée aux seuls communistes, c'est qu'alors se cachent d'autres rapports que ceux qui existent entre l'avant-garde et le gros des troupes. C'est que, sous les apparences d'un vocable unique, il y a des contradictions de classe.

C'est ce qui est arrivé en Russie. Le prolétariat russe a été vaincu, non pas par la grande bourgeoisie, Celle-ci a disparu. Pas davantage par le capitalisme international. Mais par la masse petite-bourgeoise paysanne et citadine de Russie. On objectera qu'il y a contradiction quand on parle de bourgeoisie en U. R. S. S. comme classe dominante, alors que n'existe pas, là-bas l'élément caractéristique qui distingue la bourgeoisie comme force historique: la propriété privée des moyens de production. C'est exact et l'appellation n'est peut-être pas tout à fait justifiée, mais nous considérons que, à défaut de mieux, il faut continuer à l'employer parce qu'elle exprime le mieux la finalité sociale qui l'unit à la bourgeoisie mondiale.

De très nombreux auteurs, parmi lesquels Trotsky est le plus éminent, se sont appliqués à dénier à la bureaucratie soviétique le caractère d'une classe et au régime soviétique le caractère d'un régime d'exploitation d'une classe par une autre. Mais on ne compte plus les contradictions accumulées par Trotsky pour justifier son point de vue. La dernière en date est celle que nous trouvons dans sa brochure « La Nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. ». Polémiquant avec Staline, qui a parlé de « certaine » différence « nullement fondamentale » existant en-

tre les couches sociales de la société soviétique, Trotsky écrit: « A l'heure actuelle, la différence entre les « couches sociales », différence déterminée par leur attitude, non point à l'égard des moyens de production, mais à l'égard des objets de consommation, a une portée considérablement plus aiguë ». Notons, à la faveur de Trotsky, que, dans le reste de sa brochure, il met en relief les différences criantes au point de vue des conditions de vie existant entre les diverses couches de la société soviétique. Mais la question n'est pas là. Nous avons reproduit ce passage pour démontrer comment Trotsky entend prouver que l'Etat soviétique est encore un Etat prolétarien et la propriété soviétique des moyens de production un mode de propriété communiste. Nous voudrions bien que Trotsky nous explique comment il se fait que la bureaucratie, dont la position sociale ne serait pas déterminée par son attitude à l'égard des moyens de production, peut se trouver dans une situation si privilégiée à l'égard des objets de consommation. Jusque maintenant, le marxisme avait enseigné que la position des hommes dans la société découlait de leur attitude par rapport aux moyens de production (capitalistes et prolétaires). En U.R.S.S. cela ne serait-il plus vrai? Si cela est, c'est qu'en U.R.S.S. le socialisme est réalisé. Mais Trotsky nous dit tous les jours, et avec raison, que le socialisme n'y est pas réalisé, plus, qu'on lui tourne de plus en plus le dos. Alors, d'où provient cette différence dans l'attitude des diverses couches sociales à l'égard des objets de consommation. Grand clerc est celui qui le comprendra.

« Bilan » base également son affirmation que l'Etat soviétique est un Etat prolétarien sur le fait que la propriété collective des moyens de production y subsiste. Mais comment se fait-il, alors, que les dirigeants russes sont contre-révolutionnaires? « Bilan » a trouvé une explication assez ingénieuse: parce que l'U. R. S. S. se serait intégrée au capitalisme mondial. La bureaucratie de l'U. R. S. S. est exploiteuse non par elle-même, mais du fait de sa liaison avec le capitalisme international. Les travailleurs russes se trouvent exploités — car « Bilan » admet qu'exploitation il y a — non par la bureaucratie russe, mais par le capitalisme international. D'ailleurs, l'exploit-